Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 26 avril 2004
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Enquête nationale auprès des diplômés : endettement des étudiants,** promotion de 2000 — 2
  Environ la moitié des diplômés de collèges et des bacheliers de la promotion de 2000 ont terminé leurs études avec une dette, constituée principalement de prêts étudiants du gouvernement. Un diplômé ayant accumulé une dette d'études sur cinq avait remboursé sa dette deux ans après la fin de ses études. Les diplômés qui devaient toujours un montant après deux ans avaient remboursé, en moyenne, environ le quart de leur dette.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice des prix des produits agricoles, février 2004 — 5

Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres, février 2004 — 6

Scieries et ateliers de rabotage, février 2004 — 6

NOUVEAUX PRODUITS — 7

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Enquête nationale auprès des diplômés : endettement des étudiants

Promotion de 2000

Environ la moitié des diplômés de collèges et des bacheliers de la promotion de 2000 ont terminé leurs études avec une dette, constituée principalement de prêts étudiants du gouvernement. Un diplômé ayant accumulé une dette d'études sur cinq avait remboursé sa dette deux ans après la fin de ses études. Les diplômés qui devaient toujours un montant après deux ans avaient remboursé, en moyenne, environ le quart de leur dette.

Dettes d'études envers le gouvernement pour la promotion de 2000

	Collégial	Baccalauréat
Diplômés ayant contracté un prêt étudiant du gouvernement (%)	41	45
Moyenne de la dette étudiante envers le gouvernement à la fin des études ($)	12 600	19 500
Diplômés qui avaient remboursé leur dette deux ans après la fin des études (%)	18	22
Dette remboursée (en %) par ceux qui avaient toujours une dette	24	23
Diplômés qui ont rapporté des difficultés à rembourser leur dette (%)	30	24
Diplômés dont la dette était élevée (25 000 $ ou plus) à la fin des études (%)	5	14

Note: *Les diplômés ayant poursuivi leurs études ne sont pas pris en considération.*

En moyenne, les bacheliers avaient une dette totale de 20 000 $, alors que les diplômés collégiaux devaient presque 13 000 $. La majeure partie des dettes d'études (contractées auprès de toutes sources) provenait des programmes gouvernementaux de prêts étudiants. En effet, à la fin de leurs études, 41 % des diplômés collégiaux et 45 % des détenteurs d'un baccalauréat avaient contracté une dette auprès des programmes de prêts étudiants du gouvernement.

Note aux lecteurs

Le présent rapport contient les premiers résultats de l'Enquête nationale auprès des diplômés (END) de 2002 (pour la promotion de 2000). Le rapport porte sur les diplômés qui ont satisfait aux exigences ou qui ont obtenu un diplôme ou un certificat en 2000 dans le cadre d'un programme collégial ou d'un baccalauréat (y compris les premiers diplômes de professions libérales comme le droit ou la médecine).

Les renseignements sur les prêts étudiants et les résultats qu'obtiennent les étudiants sur le marché du travail se limitent aux diplômés qui n'ont pas poursuivi leurs études après l'obtention de leur diplôme. Il s'agit d'un changement par rapport aux renseignements publiés dans les cohortes précédentes de l'END, dans lesquelles il était impossible de déterminer quels diplômés poursuivaient leurs études au moment de l'interview. Pour cette raison, il faut être prudent lorsqu'on compare ces résultats avec ceux des études portant sur des END précédentes.

Pour la promotion de 2000, 26 % des diplômés collégiaux et 40 % des détenteurs d'un baccalauréat ont poursuivi leurs études après avoir obtenu leur diplôme. Ces diplômés ne sont pas compris dans l'analyse puisqu'ils influencent les résultats liés à l'activité sur le marché du travail et aux exigences relatives au remboursement des dettes d'études.

Les diplômés collégiaux qui avaient contracté une dette dans le cadre de programmes gouvernementaux de prêts étudiants devaient en moyenne 12 600 $, et les bacheliers, 19 500 $.

Deux ans après la fin de ses études, un diplômé sur cinq avait remboursé la totalité de sa dette envers le gouvernement. Les diplômés collégiaux et les titulaires d'un baccalauréat qui devaient toujours un montant deux ans après la fin de leurs études avaient remboursé près du quart de leur dette, ce qui constitue un taux de remboursement supérieur à celui d'un diplômé qui ferait des paiements réguliers dans le cadre d'un calendrier de remboursement courant de dix ans.

La plupart des diplômés qui ont contracté une dette n'ont rapporté aucune difficulté à la rembourser. Toutefois, 24 % des bacheliers et 30 % des diplômés collégiaux ont déclaré avoir des difficultés à rembourser leur dette.

Une proportion faible mais notable de diplômés ont terminé leurs études avec une dette d'études élevée. Un titulaire de baccalauréat sur sept (14 %) devait 25 000 $ ou plus en prêts étudiants du gouvernement à la fin de ses études.

Bien que 38 % des titulaires de baccalauréats ayant accumulé une dette élevée aient rapporté des difficultés à rembourser leur prêt, environ 12 % avaient remboursé

la totalité de leur dette deux ans après la fin de leurs études. En outre, ceux qui avaient toujours une dette deux ans après la fin de leurs études avaient réussi à rembourser 23 % de celle-ci.

L'un des facteurs ayant une influence sur le montant de la dette est la durée des études durant laquelle les étudiants peuvent accumuler une dette. Dans l'ensemble, plus du tiers des diplômés collégiaux ayant contracté une dette d'études et plus de la moitié des bacheliers avaient fait certaines études postsecondaires avant de s'inscrire à leur plus récent programme.

La plupart des dettes d'études étaient liées à des programmes de prêts étudiants gouvernementaux

La plus grande partie de la dette des étudiants était liée à des prêts étudiants du gouvernement. Par contre, près d'un diplômé sur cinq avait emprunté une somme provenant d'autres sources pour financer leurs études, soit de ces seules sources, soit en combinaison avec des prêts du gouvernement.

Source des dettes de la promotion de 2000

	Collégial	Baccalauréat
	%	
Diplômés n'ayant contracté aucunedette	51	47
Diplômés ayant contracté des dettes d'études uniquement dans le cadre de programmes publics de prêts aux étudiants	33	34
Diplômés ayant contracté des dettes d'études uniquement auprès de sources non gouvernementales	8	8
Diplômés ayant contracté des dettes d'études auprès de sources gouvernementales et non gouvernementales	8	11
Total	**100**	**100**

Note: *Les diplômés ayant poursuivi leurs études ne sont pas pris en considération.*

Parmi les diplômés collégiaux et les détenteurs de baccalauréats, environ le tiers ont terminé leurs études avec une dette envers le gouvernement uniquement et 8 % devaient de l'argent à des sources non gouvernementales (prêts personnels bancaires, marges de crédit pour étudiants ou prêts de la famille). Certains étudiants ont emprunté à d'autres sources pour compléter leurs prêts étudiants. En effet, 11 % des bacheliers et 8 % des diplômés collégiaux devaient de l'argent à des sources publiques et privées.

Les dettes contractées envers les sources privées ou non gouvernementales étaient habituellement beaucoup moins élevées que les prêts gouvernementaux. Au niveau collégial, les diplômés qui ne devaient de l'argent qu'au gouvernement avaient une dette moyenne de 12 500 $ à la fin de leurs études, comparativement à 7 100 $ pour ceux qui devaient uniquement de l'argent à des sources non gouvernementales. Les diplômés collégiaux qui devaient de l'argent aux deux sources avaient une dette moyenne totale de 19 200 $.

Ces chiffres sont beaucoup plus élevés pour les détenteurs de baccalauréats. Ceux qui, en 2000, ne devaient de l'argent qu'au gouvernement avaient une dette moyenne de 19 300 $, alors que les dettes contractées uniquement envers des sources privées s'établissaient à 9 500 $. Toutefois, les bacheliers qui avaient contracté une dette envers les deux sources devaient en moyenne 32 200 $.

Les diplômés de la promotion de 2000 devaient un montant plus élevé que les diplômés de la promotion de 1995

Bien que le pourcentage de diplômés qui avaient contracté une dette d'études envers le gouvernement soit demeuré le même, les diplômés collégiaux et les bacheliers de la promotion de 2000 avaient, en moyenne, une dette plus élevée que ceux de la promotion de 1995.

Les étudiants qui ont obtenu leur baccalauréat en 2000 devaient environ 30 % de plus que les diplômés de la promotion de 1995 et 76 % de plus que les diplômés de la promotion de 1990 (en dollars constants de 2000). Les diplômés collégiaux ayant contracté des prêts étudiants auprès du gouvernement devaient 21 % de plus que ceux de 1995 et 76 % de plus que ceux de 1990.

Ces augmentations reflètent la hausse des frais de scolarité au cours des années 1990. Les frais de scolarité moyens pour des études de premier cycle (en dollars actuels) sont passés de 1 185 $ en 1988-1989 à 2 023 $ en 1993-1994, et à 3 064 $ en 1998-1999.

Remboursement des dettes lié à de bonnes possibilités d'emploi et de revenus

La capacité de remboursement de la dette est influencée par un certain nombre de facteurs dont le montant de cette dernière, l'emploi, les revenus, les taux d'intérêt et la situation personnelle. Par conséquent, il n'est pas surprenant de constater que les diplômés qui ont été en mesure de rembourser leur dette d'études

dans les deux premières années suivant la fin de leurs études étaient avantagés par rapport à plusieurs de ces aspects.

D'abord, la dette moyenne à la fin des études pour les diplômés qui ont remboursé leur dette en deux ans ou moins était beaucoup moins élevée que celle des diplômés qui devaient toujours de l'argent après deux ans. Les bacheliers qui se sont libérés de leurs dettes devaient, au départ, environ 8 000 $ de moins. De même, la dette des diplômés collégiaux était de près de 6 000 $ moins élevée. En outre, un moins grand nombre de diplômés collégiaux et de détenteurs de baccalauréats avaient contracté une dette de 25 000 $ ou plus.

Les diplômés qui ont été en mesure de rembourser intégralement leur dette avant la fin de 2002 avaient un revenu plus élevé à la fin de leurs études que ceux qui devaient toujours de l'argent deux ans après avoir quitté l'école. En moyenne, en 2001, le revenu personnel des diplômés qui avaient remboursé la totalité de leur dette était de 13 % plus élevé pour les bacheliers (4 000 $) et de 24 % plus élevé pour les diplômés collégiaux (6 000 $).

Au niveau du baccalauréat, il n'y avait aucune différence entre le taux d'emploi des diplômés qui avaient remboursé leur dette avant la fin de 2002 et celui des diplômés qui devaient toujours de l'argent. Cependant, au niveau collégial, ceux qui avaient remboursé leur dette en deux ans étaient plus susceptibles d'avoir un emploi que ceux qui étaient toujours endettés (94 % comparativement à 88 %).

Dans l'ensemble, environ 90 % des diplômés collégiaux et des bacheliers qui n'ont pas poursuivi leurs études avaient un emploi deux ans après la fin de leurs études. Le revenu moyen des détenteurs de baccalauréat travaillant à temps plein était de 39 000 $, comparativement à 31 000 $ pour les diplômés collégiaux.

Profil des diplômés collégiaux et des bacheliers de la promotion de 2000

	Collégial	Baccalauréat
Diplômés ayant fait précédemment des études postsecondaires (%)	35	47
Diplômés ayant poursuivi leurs études (%)	26	41
Employés deux ans après la fin des études (%)	90	90
Gains[1] annuels médians deux ans après la fin des études ($)	31 200	39 000

1. Gains des travailleurs à temps plein seulement.

Note: *Les données sur les taux d'emploi et les revenus ne tiennent pas compte des diplômés qui ont poursuivi leurs études.*

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5012.

Le rapport intitulé *Promotion de 2000 : profil des diplômés du postsecondaire et endettement des étudiants* (81-595-MIF2004016, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Éducation*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (*educationstats@statcan.ca*), Culture, tourisme et centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-9040. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice des prix des produits agricoles

Février 2004

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont diminué de 14,3 % en février comparativement à février 2003, selon les données de l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA).

L'indice des cultures a accusé un recul de 20,8 % par rapport au niveau de 112,8 atteint en février 2003, ce qui prolonge la série de diminutions mensuelles d'une année à l'autre amorcées en juillet dernier. L'indice du bétail et des produits d'origine animale a régressé de 9,2 % d'une année à l'autre. Il s'agit d'une neuvième baisse consécutive. L'indice des porcs et les indices qui se trouvent dans les secteurs assujettis à la gestion de l'offre, soit ceux des produits laitiers, de la volaille et des oeufs, sont les seuls indices qui ont enregistré une augmentation par rapport à février 2003.

L'IPPA (1997=100) s'est établi à 95,4 en février, en hausse de 1,3 % par rapport à janvier. L'indice total avait atteint un sommet de 111,3 en février 2003 puis s'est rabaissé au creux récent de 92,4 en septembre.

L'indice du bétail et des produits d'origine animale a augmenté de 2,7 % par rapport à janvier pour s'établir à 99,9 en février 2004. L'indice des porcs (+18,2 %) et l'indice des produits laitiers (+7,9 %) ont connu des hausses mensuelles. L'indice des oeufs est demeuré inchangé, celui de la volaille a fléchi de 0,1 % et celui des bovins et des veaux a reculé de 6,2 %.

L'indice des porcs a atteint 78,7, soit le niveau le plus élevé observé depuis juillet dernier (82,3). Le prix des porcs a été soutenu par les mises en marché réduites en raison des rigueurs de l'hiver et la présumée demande accrue en raison de l'épidémie de la grippe aviaire. Le prix des porcs a été touché récemment par un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la vache folle), par la faible demande des consommateurs et par la vigueur du dollar canadien.

L'indice des produits laitiers a crû de 7,9 % par rapport à janvier pour atteindre un sommet de 130,9, à la suite de la hausse de prix du lait imposée par la Commission canadienne du lait le 1er février 2004. D'une année à l'autre, l'indice des produits laitiers a connu des augmentations depuis mai 2002.

L'indice des bovins et des veaux a diminué de 6,2 % pour s'établir à 93,2 en février 2004. Les prix des bovins et des veaux ne se sont pas rétablis depuis la découverte d'un cas d'ESB chez une vache de l'Alberta en mai dernier. L'indice s'élevait à 127,8 en janvier 2003, avant de se rabattre à 63,9 en juillet. Depuis, l'indice a du mal à se remettre. L'offre excédentaire sur le marché ainsi que la demande retreinte dans les parcs d'engraissement ont contribué au repli le plus récent.

D'un mois à l'autre, l'indice des cultures a reculé de 1,3 % en février. Tous les indices des cultures ont connu un fléchissement, à l'exception de l'indice des oléagineux. Les baisses ont varié de 0,1 % en ce qui concerne les légumes, à 10,8 % pour ce qui est des pommes de terre. Tous les indices des cultures sont demeurés en deçà des niveaux observés un an plus tôt, alors que les prix étaient alimentés par le resserrement de l'approvisionnement d'un grand nombre de ces cultures.

L'indice des pommes de terre s'est fixé à 101,7 par rapport à 114,0 en janvier. Le prix des pommes de terre a subi des pressions sous l'effet de la récolte record de l'an dernier et de l'engouement pour un régime alimentaire faible en hydrates de carbone et riche en protéines.

L'indice des céréales s'est établi à 96,3, en hausse de 2,4 % par rapport à janvier. Toutefois, l'indice est demeuré 5,0 % en deçà du niveau observé en février 2003. Les prix des oléagineux produits au Canada se sont raffermis, poussés par la consommation mondiale accrue d'oléagineux, le resserrement des approvisionnements de soya produit aux États-Unis et la vigueur du prix du soya.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Le numéro de février 2004 de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 4, n° 2 (21-007-XIB, gratuit) paraîtra sous peu.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Murray au (613) 951-0065 (*paul.murray@statcan.ca*), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. □

Indice des prix des produits agricoles
(1997=100)

	Février 2003[r]	Janvier 2004[r]	Février 2004[p]	Février 2003 à février 2004	Janvier à février 2004
				var. en %	
Indice des prix des produits agricoles	**111,3**	**94,2**	**95,4**	**-14,3**	**1,3**
Cultures	**112,8**	**90,5**	**89,3**	**-20,8**	**-1,3**
Céréales	116,2	73,7	72,4	-37,7	-1,8
Oléagineux	101,4	94,0	96,3	-5,0	2,4
Cultures spéciales	143,8	104,9	104,7	-27,2	-0,2
Fruits	114,6	106,2	101,4	-11,5	-4,5
Légumes	115,4	108,7	108,6	-5,9	-0,1
Pommes de terre	143,9	114,0	101,7	-29,3	-10,8
Bétail et produits d'origine animale	**110,0**	**97,3**	**99,9**	**-9,2**	**2,7**
Bovins et veaux	127,0	99,4	93,2	-26,6	-6,2
Porcs	78,1	66,6	78,7	0,8	18,2
Volaille	92,7	97,2	97,1	4,7	-0,1
Oeufs	101,9	102,0	102,0	0,1	0,0
Produits laitiers	122,1	121,3	130,9	7,2	7,9

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

■

Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres
Février 2004

Il est maintenant possible de consulter les données sur les panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres pour février.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2141.

Le numéro de février 2004 de *Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres*, vol. 40, n° 2 (36-003-XIB, 6 $ / 51 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Scieries et ateliers de rabotage
Février 2004

Il est maintenant possible de consulter les données de février sur les scieries et les ateliers de rabotage.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0009.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2134 et 2135.

Le numéro de février 2004 de *Scieries et ateliers de rabotage*, vol. 58, n° 2 (35-003-XIB, 10 $ / 93 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873 8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Scieries et ateliers de rabotage, février 2004, vol. 58, nº 2
Numéro au catalogue : 35-003-XIB (10 $/93 $).

Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres, février 2004, vol. 40, nº 2
Numéro au catalogue : 36-003-XIB (6 $/51 $).

Éducation, compétences et apprentissage - documents de recherche : Promotion de 2000 : profil des diplômés du postsecondaire et endettement des étudiants, 2002
Numéro au catalogue : 81-595-MIF2004016 (gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

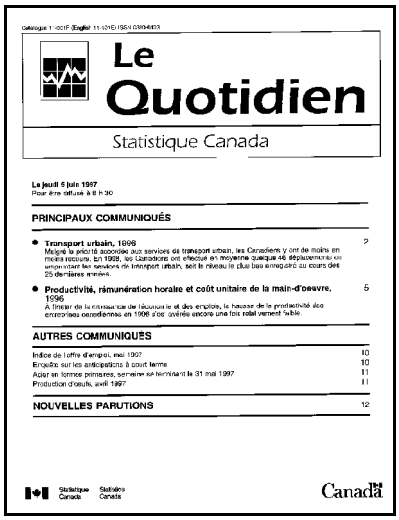
Pour commander les produits par téléphone :
Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- Transport urbain, 1996 — 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 — 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois assez vigoureuse.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 — 10
Enquête sur les anticipations à court terme — 10
Achat en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 — 11
Production d'œufs, avril 1997 — 11

NOUVELLES PARUTIONS — 12

Statistique Canada Statistics Canada
Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca*. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.